



EDITORIAL

Sommaire

LE ZOOM ECONOMIQUE.....	2
Situation économique et financière de la Turquie.....	2
Analyse des réalisations budgétaires du gouvernement central de Turquie pour l'année 2019	4
Présentation du budget 2020 de la Turquie	6
Le commerce extérieur de la Turquie en 2019	7
Les enjeux du Brexit pour la Turquie.....	9
L'influence de la Chine en Turquie	10
Bilan de l'année économique 2019 pour le Turkménistan.....	13
STRATEGIES SECTORIELLES	14
Le lancement de la voiture électrique turque	14
Point sur le programme d'investissements pour l'année 2020 : une relance significative des projets de transport en Turquie	15
Le plan d'action pour l'agriculture turque	16
Le secteur des fruits et légumes en Azerbaïdjan	18
LA FRANCE DANS LA REGION.....	19
Les échanges commerciaux franco-turcs en 2019	19
A L'AGENDA	20
ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI	21
CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE	22
CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN	23

Alors que la croissance économique turque gagne en vitalité (elle a atteint 0,9% sur l'ensemble de l'année, après une contraction de -2% sur le 1^{er} semestre 2019 et une croissance positive de 3,5% sur le second) et se rapproche de son potentiel (4%/4,5% en 2020), les risques et les interrogations demeurent très présents.

Quand l'investissement industriel va-t-il redémarrer ? La croissance de la production et le taux d'utilisation des capacités de production laisseraient présager une relance de l'investissement (-12% en 2019). Cependant, le regain de tension entre la Syrie/Russie et la Turquie et les craintes qui pèsent sur les besoins en financement de l'économie, avec notamment la forte reprise des importations (+29% au T4 2019) et un budget de l'Etat à nouveau expansionniste en 2020, ne sont pas de nature à améliorer l'attractivité de la Turquie et à relancer les investissements étrangers (-30% en 2019) nécessaires afin de stabiliser la situation.

Les exportations, qui représentent un moteur essentiel de l'économie turque avec une contribution positive de 2% à sa croissance en 2019, vont-elles constituer le relai de croissance attendu alors que les incertitudes sur l'évolution du commerce mondial en 2020 demeurent élevées (ralentissement de la croissance dans les principales économies avancées, tensions commerciales, Brexit, COVID-19, etc.) ? La performance en demi-teinte des exportations (+4,4% au T4), alors que les produits turcs ont gagné en compétitivité-prix, pourrait aussi révéler un manque d'adaptation de l'offre turque à la demande mondiale faute d'investissements suffisants réalisés dans l'outil productif.

Jusqu'à quel point la défense de la lire turque est-elle possible ? L'environnement géopolitique et les vulnérabilités économiques du pays maintiennent la lire turque sous pression alors que la Banque centrale a encore assoupli son taux directeur, le portant à 10,75%, plongeant le taux d'intérêt réel plus loin encore en territoire négatif (-1,4%). Les autorités turques ont renforcé leur arsenal pour défendre la monnaie locale (restrictions sur les swaps en devises, soutien via les banques publiques, etc.) qui glisse inexorablement, alimentant les inquiétudes sur les réserves de la Banque centrale, en baisse significative depuis le début de l'année.

La situation géopolitique régionale, qui se caractérise par les tensions turco-russes, pourrait-elle favoriser un rapprochement avec les pays occidentaux ? La stratégie d'alliance de la Turquie est volatile mais, d'une part, les interdépendances entre la Russie et la Turquie sont importantes (militaires, commerciales, gaz, nucléaire) et, d'autre part, les « irritants » entre l'Occident et la Turquie demeurent nombreux : sanctions européennes (forages au large de Chypre), menaces de sanctions américaines (projet de loi du sénateur Risch sur l'achat des S-400), manques de progrès de la Turquie dans la mise en œuvre de l'échange automatique de renseignements fiscaux avec l'UE ou, dernièrement, ouverture des frontières vers l'Europe aux réfugiés présents en Turquie.

La crise du COVID-19 pourrait-elle constituer une opportunité pour la Turquie ? Face aux interruptions possibles des approvisionnements en provenance d'Asie, la Turquie cherchera, sans aucun doute, à promouvoir sa position de fournisseur compétitif et de proximité de l'UE sur certains produits (par ex. textile) et à consolider son rôle dans la chaîne de valeur européenne.

Daniel GALLISSAIRES,

Chef du Service économique régional d'Ankara



LE ZOOM ECONOMIQUE

Situation économique et financière de la Turquie

Après un quatrième consécutif de croissance du PIB, la reprise économique paraît bien ancrée : en 2019, la progression du PIB devrait atteindre 0,9% et devrait accélérer en 2020, pour atteindre entre +3% (estimation formulée par la plupart des économistes) et +5%, objectif du gouvernement pour cette année. Cela étant, cette croissance repose non seulement sur des bases fragiles mais également sur une situation économique du pays encore plus dégradée qu'elle ne l'était avant la crise de l'été 2018, laquelle avait accéléré l'entrée en récession du pays. Dans ce contexte, les investisseurs seront attentifs à toute dégradation excessive de la situation financière du pays ou du contexte géopolitique régional. La dépréciation de la monnaie locale depuis le dernier trimestre de l'année 2019 reflète ainsi les craintes des investisseurs entourant les fragilités persistantes de l'économie turque.

La croissance économique s'inscrit dans la durée

Après deux trimestres de récession à la fin de l'année 2018, la croissance est de retour en Turquie. Le quatrième trimestre de l'année 2019 a même enregistré une croissance de 6% en gt (bénéficiant d'un effet de base favorable), confirmant ainsi une reprise de l'activité qui semble s'inscrire dans la durée.

Dans le prolongement des politiques menées depuis l'accession au pouvoir du Président Erdogan, la reprise économique repose principalement sur la relance de la consommation et de l'action publique stimulée par le développement du crédit et par des mesures budgétaires et monétaires très dynamiques. En effet, en amont des élections municipales du 31 mars 2019, l'action gouvernementale visait à développer le pouvoir d'achat et relancer la consommation via un allègement de la fiscalité (réduction de la taxe sur les biens d'équipement courant, création de centre de distribution de biens alimentaires à prix réduit par exemple) et une augmentation des dépenses (transferts sociaux, hausse du salaire minimum de 26% par rapport à 2018 – soit une croissance de 6% en termes réels). Parallèlement, le gouvernement avait mis en œuvre plusieurs plans de relance du crédit ciblés (3,2 Mds EUR dédiés aux entreprises exportatrices, 3,5 Mds EUR

destinés aux artisans, restructuration des dettes sur carte de crédit, restructuration de la dette des clubs de football surendettés, etc.). Les établissements de crédit publics ont été les principaux artisans de la distribution des prêts durant le premier semestre de l'année 2019, les banques privées et les entreprises non financières étant encore, durant cette période, pour les premières, engagées dans un processus de réduction de leur effet de levier, et, s'agissant des secondes, dans l'incapacité d'accroître leur endettement suite à la dépréciation de la monnaie locale, laquelle a renchéri significativement les coûts d'endettement des prêts en devises. De fait, sur les 9 premiers mois de l'année 2019, 99% de l'augmentation du portefeuille de crédits du système bancaire turc résulte de l'activité des banques publiques (Pour mémoire, leur part de marché cumulé est de 45% à la fin de l'année 2019).

Cela étant, avec la reprise en main vigoureuse de la Banque centrale, l'Exécutif a mis en œuvre une politique monétaire très accommodante : le principal taux directeur a été ramené de 24% à 10,75% depuis le mois de juillet 2019 et les règles de constitution des réserves obligatoires ont été modifiées à plusieurs reprises depuis l'été dernier afin d'encourager la distribution du crédit : les banques dont la politique de distribution du crédit est jugée suffisamment dynamique sont encouragées financièrement (règles de constitution des réserves obligatoires moins pénalisantes et rémunération plus élevée) tandis que celles dont la croissance des crédits est jugée insuffisante sont pénalisées (règles de constitution des réserves obligatoires alourdies et rémunération plus faible). Ces mesures d'assouplissement monétaire ont permis d'accélérer la reprise de la distribution des crédits des banques privées et étrangères : sur les 11 premiers mois de l'année, les banques publiques ne représentent plus que 79% des crédits distribués en Turquie contre 99% sur les 9 premiers mois de l'année. Dans ce contexte, la reprise de l'investissement, principale faiblesse de la croissance turque depuis le début de l'année (six trimestres d'évolution négative) devrait se redresser progressivement, ainsi que le suggère la progression de la production industrielle et l'amélioration de la confiance des directeurs d'achat (l'indice PMI est proche de 50, valeur signalant une reprise de l'activité).

La croissance devrait accélérer dans les mois à venir. Premièrement, parce que la plupart des indicateurs

avancés sont orientés favorablement. Ainsi, tous les indicateurs de confiance ont progressé et dépassé leur niveau de la fin de l'année 2018, reflétant l'amélioration, lente mais structurelle, de la confiance des agents économiques. Dans le même ordre d'idées, la reprise vigoureuse des importations reflète la reprise de la consommation. Deuxièmement, parce qu'en poursuivant une politique monétaire à la fois très accommodante (le taux d'intérêt réel est redevenu négatif au mois de décembre 2019, pour la première fois depuis le mois d'octobre 2018) et favorisant une distribution agressive du crédit (via les règles de constitution des réserves obligatoires, l'Exécutif fixe un objectif de taux de croissance réel annuel -déduction faite de la progression de l'indice CPI- de 15%), une accélération de la croissance est très probable (la corrélation entre la croissance du PIB et la croissance des crédits est jugée élevée en Turquie). Enfin, la politique budgétaire restera expansive en 2020, ce qui stimulera l'activité économique : en termes réels, les dépenses budgétaires, notamment celles liées aux transferts sociaux et aux dépenses salariales, progresseront de plus de 5%.

In fine, grâce à une politique monétaire et budgétaire expansionniste et aux incitations de l'Exécutif pour stimuler la distribution des prêts, la croissance économique pourrait dépasser 3% (estimation de la plupart des économistes) et se rapprocher de l'objectif de 5% souhaité par le Président.

La relance de l'activité économique repose sur des bases fragiles

A bien des égards, la situation de l'économie turque apparaît plus fragile qu'elle ne l'était avant son entrée en récession, au second semestre de l'année 2018. La première fragilité, et la plus importante, est la situation de l'endettement externe et l'impact des pressions sur la monnaie locale. A la fin du 3ème trimestre 2019, la dette externe de la Turquie, dont plus de 65% est portée par les banques et les entreprises du secteur privé, représente 59,1% du PIB alors qu'elle n'en représentait que 53,5% un an plus tôt. L'économie turque est ainsi toujours particulièrement vulnérable à une évolution défavorable du taux de change, laquelle renchérirait mécaniquement le coût de la dette et détériorerait la situation des agents économiques endettés en devises et dont les revenus sont libellés en monnaie locale, comme cela avait été le cas suite à la crise des changes de l'été 2018. Dans ce contexte, la

Turquie est sensible à l'impact économique de l'évolution de la situation diplomatique et géopolitique régionale : interventions en Syrie et Libye ou menaces de sanctions économiques européennes (forages pétroliers contestés au large de Chypres) et américaines (suite à la livraison des missiles russes S-400).

La lire turque reste par ailleurs toujours sous pression. D'une part, parce qu'avec la reprise de la croissance et des importations, le solde du compte courant devrait passer d'un léger excédent en 2019 à un solde négatif en 2020. D'autre part, parce que la politique monétaire accommodante de la Banque centrale réduit l'attractivité des actifs turcs auprès des investisseurs internationaux. Ces deux facteurs ont un impact négatif sur la valeur de la lire alors même que des doutes subsistent sur le niveau des réserves de change de la Banque centrale et sa capacité à soutenir sa monnaie. Bien que le niveau des réserves nettes et brutes aient progressé depuis la fin du premier semestre 2019 (à la fin du mois de décembre 2019, elles s'élèvent respectivement à 35 Mds USD et 105 Mds USD), elles ne représentent ainsi que 6 mois d'importation, 90% du montant de la dette externe exigible à moins d'un an et 70% du ratio ARA défini par le FMI alors que cette Institution recommande un ratio de 120%. Par ailleurs, les interventions réalisées sur le marché des changes via les banques publiques et les réserves entourant la comptabilisation de certaines opérations attisent la méfiance des investisseurs : la lire s'est ainsi dépréciée de 5% durant le mois de décembre 2019 sans événement particulier. Reflet de la crainte entourant la valeur de la monnaie locale, le taux de dollarisation des dépôts est supérieur à 50%, un niveau historiquement élevé.

La mise en œuvre d'une politique monétaire jugée trop agressive est la deuxième principale source de vulnérabilité de l'économie turque. En réduisant, pour la 6^{ème} fois consécutive depuis le mois de juillet dernier, son principal taux directeur, le taux d'intérêt réel est devenu négatif pour la première fois depuis le mois d'octobre 2018. Les récentes déclarations du ministre des finances Albayrak privilégiant le niveau du taux d'intérêt nominal, plutôt que le taux d'intérêt réel laissent craindre de nouvelles baisses du loyer de l'argent en 2020 si le rythme de la croissance du PIB est jugé insuffisant par l'Exécutif. Le maintien d'une politique monétaire trop accommodante et d'un taux d'intérêt réel négatif entraînera une accélération de la

dérive des prix et une pression sur le taux de change, les investisseurs se détournant des actifs turcs en raison d'une rémunération peu attractive. Cette dépréciation de la monnaie locale est certes souhaitée par l'Exécutif car elle rend les exportations turques plus compétitives et stimulent la croissance mais elle accroît également les risques liés à l'augmentation de la dette externe.

Enfin, point fort de l'économie turc jusqu'à présent, la soutenabilité des comptes publics commence à susciter des réserves. Bien qu'elle reste encore modérée au regard de celle de la plupart des pays européens, la dette publique progresse régulièrement et atteint 32,1% du PIB au troisième trimestre 2019. Loin des promesses affichées lors de la présentation du New Economic Program au mois de septembre 2018, l'Exécutif a privilégié la mise en œuvre d'une politique budgétaire expansionniste afin de pallier les effets de la récession économique et relancer la croissance. De ce fait, le déficit public s'élève à 2,9% du PIB en 2019 et devrait être comparable en 2020 si le taux de croissance du PIB atteint 5%, tel qu'anticipé par les Autorités. Le financement de cette politique budgétaire expansionniste suscite quelques inquiétudes car l'Etat ne pourra compter sur le transfert des réserves de la Banque centrale (lesquelles ont représenté 1% du PIB en 2019) pour financer son programme. Les récentes inspections du Ministère du commerce dans les banques commerciales à la recherche d'irrégularité sur les opérations de trading laissent craindre que des amendes puissent compenser en partie la diminution des ressources provenant de la Banque centrale. Par ailleurs, le maintien de primes de risque élevées (les CDS de la Turquie demeurent autour de 270 pdb, un niveau élevé au regard de la note de crédit souveraine du pays) alourdit le coût du service de la dette, même si le Trésor a privilégié l'endettement en devises et un raccourcissement des maturités : les charges d'intérêt représentent plus de 10% des dépenses de l'Etat.

Les réformes structurelles qui devaient corriger le modèle de croissance de la Turquie marquent le pas

Bien qu'elles figurent toujours dans les plans de développement officiels de la Turquie, la volonté de mettre en œuvre les réformes structurelles visant à corriger les excès du modèle de croissance économique en vigueur (développement de la consommation privée alimenté par les crédits bancaires, politique de grands travaux et de programmes immobiliers) semble faire défaut.

Afin de pallier les effets de la récession et relancer l'activité économique, le Pdt Erdogan a mis en œuvre une politique identique à celle sur laquelle il a fondé ses succès électoraux. Relance de la consommation, stimulation agressive du crédits via des plans d'aides ciblés, une baisse des taux et la modification des règles de constitution des réserves obligatoires, reprise des projets de construction (canal d'Istanbul par exemple) ont été les priorités de l'année 2019. La mise en œuvre des réformes structurelles du NEP visant à transformer un modèle de développement fondé sur la consommation en un modèle privilégiant la production locale afin de limiter l'importation de biens et accroître la valeur ajoutée des exportations est, au mieux, reportée (un seul des master plans annoncés par le ministre des finances le 10 avril 2019, et qui devaient décliner par ministère les objectifs du NEP, a été publié et le plan de traitement des créances douteuses est resté lettre morte).

En privilégiant des objectifs de court terme, certes nécessaires afin de pallier les effets de la récession, la mise en œuvre de corrections du modèle économique de la Turquie est retardée au risque d'en aggraver les déséquilibres.

Analyse des réalisations budgétaires du gouvernement central de Turquie pour l'année 2019

Publié en 2018 afin de corriger les excès du modèle de croissance turc, le Nouveau Programme Economique (NEP) visait notamment à assainir les finances publiques et réduire le déficit budgétaire. Ce programme fixait des objectifs ambitieux pour 2019, avec un objectif de déficit budgétaire fixé à 1,8% du PIB. Si le budget voté pour l'année 2019 prévoyait une baisse des dépenses et une augmentation des recettes, la politique budgétaire a finalement été bien plus expansionniste qu'annoncé, notamment afin de relancer l'activité économique et préparer les élections municipales du printemps 2019.

En 2019, des recettes en deçà des objectifs malgré des transferts exceptionnels...

Conformément aux objectifs du Nouveau Programme Economique « NEP », le gouvernement prévoyait une augmentation des recettes totales de 2,5 Mds EUR dans le budget 2019. Les recettes projetées devaient ainsi atteindre 137,3 Mds EUR, composées à 85,9% de revenus fiscaux (soit 118 Mds EUR). In fine, les revenus

ont atteint 136,6 Mds EUR (dont 105 Mds EUR de recettes fiscales), soit un montant légèrement inférieur à celui prévu en début d'exercice.

Bien que le NEP annonce une réforme du système fiscal et la suppression de certaines exonérations et remises, le gouvernement a finalement mené une politique budgétaire expansionniste afin de pallier les effets de la crise économique dans la perspective des élections municipales de la fin du mois de mars 2019, via notamment des réductions temporaires de taxes (ÖTV, TVA sur le logement et les meubles par exemple). Ces mesures ont pesé sur les rentrées fiscales, lesquelles n'ont augmenté que de 8,3% en g.a, tandis que le budget prévisionnel reposait sur accroissement de 21,7% de ces recettes par rapport à 2018.

Cette faible performance des revenus tirés de la fiscalité a cependant été en partie compensée par une augmentation significative des revenus non-fiscaux par rapport aux prévisions : 31,6 Mds EUR contre une prévision de 19,3 Mds EUR pour 2019 et 21,3 Mds EUR perçus en 2018. Cette augmentation résulte des transferts exceptionnels des réserves de la Banque Centrale (3,5 Mds EUR en juillet et 2,9 Mds EUR en août), lesquels ne pourront être réitérés en 2020, ce qui contraindra l'Etat à trouver de nouvelles sources de revenus pour financer son fonctionnement.

...et des dépenses supérieures au budget initialement prévu pour 2019

Le budget 2019 a été adopté dans la lignée des objectifs du NEP, qui prévoyait des économies budgétaires représentant 1,7% du PIB (soit 11,8 Mds EUR), principalement grâce à une réduction des dépenses de 9,3 Mds EUR. Initialement prévues à 149,9 Mds EUR, les dépenses de l'Etat turc ont finalement atteint 155,9 Mds EUR. Cette dérive des dépenses budgétaires s'explique principalement par l'accroissement des dépenses hors intérêts.

Concernant les dépenses hors intérêts, principalement composées (en ordre d'importance) des transferts courants, des dépenses de personnel, des achats de biens et services, des dépenses en capital et des contributions de l'Etat au SGK (le service de protection sociale), l'administration centrale a déboursé 8,7 Mds EUR de plus qu'initialement prévu dans le budget. La dérive des dépenses publiques s'explique principalement par les mesures de soutien à l'économie via les achats de biens et services (+2,6 Mds EUR par

rapport au budget prévisionnel) et par les dépenses d'investissement (+4 Mds EUR par rapport au budget prévisionnel) et ce malgré l'objectif affiché de diminuer ces dernières (elles sont toutefois en retrait de 1,2 Md EUR par rapport à celles enregistrées l'année précédente). Les dépenses budgétaires liées aux transferts courants et aux dépenses de personnel ont été proches de celles prévues (respectivement +1,4 Md EUR et +390 M EUR). Enfin, les contributions de l'Etat au service de protection sociale ont été très légèrement inférieures à celles projetées (52,7 M EUR), mais sont en nette augmentation par rapport à l'année précédente. A cet égard, le budget propre à l'Institution de Sécurité Sociale est en constante progression, passant de 60 Mds EUR en 2018 à 72,1 Mds EUR en 2019, et devrait franchir en 2020 le seuil des 80 Mds EUR pour la première fois de son histoire (81,7 Mds EUR).

S'agissant, en second lieu, des dépenses d'intérêts, elles ont été moins élevées que prévues par l'Exécutif : elles atteignent 15,6 Mds EUR, en progression de 35% par rapport à celles enregistrées en 2018, contre 18,3 Mds EUR prévus dans la Loi de finance. Cet écart résulte de modalités d'emprunt plus favorables, permettant d'atténuer le coût du service de la dette et liées à plusieurs facteurs:

- Recours accru à l'endettement en devises afin de tirer parti des coûts d'intérêts plus faibles: sur le marché domestique (79,8% des emprunts totaux), les emprunts en monnaies étrangères sont passés de 4,5% en 2018 à 25,4% des emprunts en 2019. Les emprunts sur les marchés extérieurs (en devises) ont également augmenté en valeur, passant de 1,5 Mds EUR en 2018 à 4,9 Mds EUR en 2019.
- Raccourcissement des maturités d'emprunt afin de bénéficier de taux d'intérêts plus faibles que ceux offerts sur les maturités longues : la maturité moyenne pondérée a été divisée par 2, passant de 59,3 mois (5 ans) en 2018 à 30,1 mois (2,5 ans) l'année dernière.
- Resserrement des spreads de crédit durant l'année 2019 reflétant une amélioration de la perception des investisseurs concernant le risque turc et entraînant un relâchement des conditions de financement : le CDS à 5 ans est par exemple passé de 357 points de base début 2019 à 282 points de base en fin d'année (soit

un rétrécissement de 75 pdb), tandis que le spread USA-Turquie sur les obligations d'une maturité moyenne de deux ans et demi se resserrait de 580 pdb.

Les dépenses liées au service de la dette représentent 10% du budget total (elles en représentaient 8,9% en 2018). Malgré les modalités mises en œuvre afin de tirer profit de conditions de rémunération plus avantageuses, la progression rapide du coût de la dette peut susciter des questions quant à la capacité de l'Etat à recourir aux marchés financiers internationaux pour financer ses futurs déficits.

In fine, tandis que les autorités avaient prévu un déficit budgétaire de 12,6 Mds EUR, ce dernier a atteint 19,3 Mds EUR, soit une augmentation de 53,5% et ce malgré les transferts exceptionnels des réserves de la Banque centrale durant l'été. Hors transferts de la Banque centrale (profits et réserves), le déficit public aurait été de 30,9 Mds EUR, soit un déficit public équivalent à 4,6% du PIB. Les autorités turques ont dès lors revu leurs prévisions pour l'année 2019 lors de l'actualisation du NEP en septembre 2019. L'objectif de déficit budgétaire initial du NEP de 1,8% du PIB a notamment été relevé à 2,9%, objectif atteint en fin d'année.

Présentation du budget 2020 de la Turquie

Le budget du gouvernement central pour l'année 2020, prévoit un déficit public de 2,9% du PIB, et, à bien des égards, paraît expansionniste. Les dépenses devraient s'élever à 182,6 Mds EUR (+13,9%) tandis que les recettes devraient atteindre 161,9 Mds EUR. Même si ce budget anticipe une forte augmentation des ressources fiscales (impôt sur le revenu, TVA, impôt foncier...), la réalisation budgétaire et le financement du déficit suscitent des questions dans un contexte de forte hausse du coût de l'endettement et de baisse prévisible des ressources non fiscales.

Pour l'année 2020, l'Exécutif prévoit une politique budgétaire expansionniste

Le budget du gouvernement central pour l'année 2020 a été approuvé par le Parlement en décembre 2019. Il prévoit un budget en hausse de 13,9%, passant de 1 029,3 Mds TRY (160,6 Mds EUR) pour l'exercice fiscal 2019 à 1 172,1 Mds TRY (182,6 Mds EUR) en 2020.

Les dépenses publiques de l'Etat sont dominées par les transferts courants (70,4 Mds EUR, 41% des dépenses totales), en hausse de 13% par rapport aux dépenses

réalisées en 2019. Viennent ensuite les dépenses de personnel (44 Mds EUR, 26% des dépenses totales), en hausse de 13% du fait, principalement, de l'augmentation de 15% du salaire minimum (à compter du 1^{er} janvier 2020) et ce malgré l'engagement du gouvernement de limiter les dépenses de personnel des administrations. De plus, l'Exécutif prévoit une hausse de 39% des dépenses d'intérêts (22 Mds EUR, 13% des dépenses totales), reflétant l'augmentation des coûts d'endettement et suscitant des interrogations quant à la capacité de l'Etat à financer sa dette (32,1% du PIB au T3 2019, soit le niveau le plus haut depuis 2012). Par ailleurs, les dépenses d'investissements sont le 3^{ème} poste de dépenses (8,8 Mds EUR) et devraient également augmenter par rapport aux réalisations de l'année 2019 (+7,6% en g.a).

D'un point de vue sectoriel, les services généraux des administrations publiques représentent le principal poste de dépenses avec 399,4 Mds TRY (62,3 Mds EUR), soit 34,1% des dépenses totales. En hausse de 11,1% par rapport à 2019, ce poste sera financé à 77% par le ministère du Trésor et à 4,6% par le ministère des Transports et des Infrastructures. Avec 22,5% des dépenses prévues pour l'année 2020 (soit 263,6 Mds TRY -41,1 Mds EUR- en hausse de 19,2% en g.a), la protection sociale est le second poste de dépenses. Le gouvernement prévoit également une hausse des dépenses liées à l'éducation (25,3 Mds EUR, soit 14% des dépenses) et à la santé (9,8 Mds EUR, +22,4% en g.a, soit la hausse la plus importante). Par ailleurs, avec 56,4 Mds TRY (8,8 Mds EUR), le budget de la défense représente la 3^{ème} hausse la plus importante par rapport à l'année précédente (+15,3% en g.a).

Cette politique budgétaire expansionniste est en partie financée par une augmentation des recettes, lesquelles devraient passer de 948,7 Mds TRY (148 Mds EUR) en 2019 à 1 038 Mds TRY (161,9 Mds EUR) en 2020, soit une hausse de 9,4% en g.a. Les recettes fiscales, lesquelles avaient diminué significativement en 2018 et 2019 du fait du ralentissement économique, d'une part, et de la mise en œuvre d'une politique budgétaire accommodante dans la perspective des élections municipales de mars 2019 d'autre part, devraient s'élever à 912,5 Mds TRY (142,4 Mds EUR), soit une augmentation de 6,9%. Plus particulièrement, les recettes tirées de l'impôt sur le revenu (29,2 Mds EUR, +6,1% en g.a), de l'impôt sur les sociétés (15,4 Mds EUR, + 22,2%), de l'impôt foncier (2,95 Mds EUR, +10,5%) et

de la TVA domestique (58,4 Mds EUR, +9,8%) participeront à l'effort fiscal. En revanche, alors que les importations ont diminué de -9,1% en 2019 par rapport à 2018, l'Exécutif anticipe que les recettes tirées de la TVA à l'importation diminueront de -4,6% en 2020. Enfin, les recettes non fiscales (10 Mds EUR) reposeront majoritairement sur les entreprises et banques publiques turques (8,14 Mds EUR, soit 81% des recettes non fiscales).

In fine, le budget a été préparé dans la lignée des objectifs du « New Economy Program » (NEP) et prévoit un déficit budgétaire de 2,9% du PIB pour l'année 2020.

Répartition budgétaire par ministères pour l'année 2020

La répartition par ministères du budget montre que le ministère du Trésor absorbe la majorité du budget de l'année 2020 avec 468,3 Mds TRY (73 Mds EUR), soit 40% du budget du gouvernement central. Viennent ensuite le ministère des Affaires sociales (125,8 Mds TRY, soit 19,6 Mds EUR, 10,7% du budget) et le ministère de l'Education nationale (125,4 Mds TRY, soit 19,5 Mds EUR, 10,7% du budget).

Il est à noter la très forte hausse du budget de la « Direction de la Stratégie et du Budget », dorénavant directement rattachée au Président de la République, qui progresse de 3381% en g.a, passant de 260 M TRY (40,6 M EUR) en 2019 à 9,1 Mds TRY (1,42 Mds EUR) en 2020. Cette évolution met en avant le transfert progressif des ressources et des responsabilités des ministères vers la Présidence. De plus, le budget alloué directement à la Présidence passe de 2,8 Mds TRY (430 M EUR) en 2019 à 3,2 Mds TRY (500 m EUR) en 2020, soit une hausse de 11,8%. De même, celui alloué au ministère de la Santé augmente significativement (+21,6%), du fait d'une hausse de 43% des dépenses de personnel et de 120% de celles d'investissements, sept projets d'hôpitaux devant être lancés en 2020. Enfin, s'élevant à 40,3 Mds TRY (6,29 Mds EUR), le budget dédié à l'Agriculture et Forêts connaît également une forte croissance (+19,4%), en raison de la hausse des aides financières prévues pour les agriculteurs (+36,7%).

Avec une progression des dépenses de 13,9% par rapport à l'exercice précédent et compte tenu d'une hausse des prix de 8,5% anticipée par le gouvernement, le budget 2020 paraît expansionniste. Outre les progressions significatives des budgets de certains ministères (éducation, santé, défense), c'est

l'augmentation du budget des activités liées à la Présidence et la hausse significative des dépenses d'intérêt qui peuvent susciter des questions. Par ailleurs, la construction du budget 2020 appelle les remarques suivantes :

- La prévision d'un déficit public de 2,9% du PIB (chiffre déjà évoqué dans le XIème plan de développement) semble optimiste car elle est calculée sur la base d'une croissance de 5% prévue par l'Exécutif alors que la plupart des institutions et économistes anticipent une croissance autour de 3%
- Le financement du déficit revêt une importance grandissante dans un contexte où l'Etat ne pourra compter, comme en 2019, sur le transfert exceptionnel des réserves de la Banque centrale (soit 43 Mds TRY, 7 Mds EUR) et où les primes de risques demeurent très élevées (les CDS sont toujours autour de 300 bps), reflétant les réserves des investisseurs relatives aux fragilités de la croissance économique.
- Enfin, la baisse des recettes de TVA sur les importations, laquelle pourrait s'expliquer par une baisse du niveau des importations en lien avec la stratégie de « turquisation » de l'économie, paraît surprenante car le scénario d'une contraction des importations n'est pas confirmé dans les faits (les importations ont progressé pour la première fois depuis le mois de juin 2018, en g.a, au mois d'octobre et de novembre 2019) et semble peu probable dans un contexte d'accélération de la croissance et de la consommation.

Le commerce extérieur de la Turquie en 2019

Selon les données du ministère turc du Commerce, en 2019, les importations turques ont diminué de 9,1% tandis que les exportations ont progressé de 2,1%, entraînant une réduction du déficit de la balance commerciale de 43,5%, à -31 Mds USD (son plus bas niveau depuis 2003). L'Union européenne (à 28) demeure le premier partenaire commercial de la Turquie et la Russie le premier fournisseur (dépassant la Chine depuis 2018). Les exportations sont dominées par les véhicules et les équipements mécaniques tandis

que le poste “hydrocarbures” est en tête des importations.

Les échanges commerciaux de la Turquie sont en baisse par rapport à 2018 et le déficit commercial diminue

S'élevant à 374 Mds USD en 2019, soit une baisse de 4,3% par rapport à 2018, les échanges commerciaux de biens de la Turquie ont atteint leur niveau le plus faible depuis 2016. Toutefois, les exportations ont atteint un niveau record en 2019 (171 Mds USD, +2,1% par rapport à 2018). Les importations, quant à elles, ont été ramenées de 223 Mds USD en 2018 à 203 Mds USD en 2019, soit une baisse de 9,1%.

La hausse des exportations conjuguée à la contraction des importations a permis un recul du déficit commercial de la Turquie de 43,5% par rapport à 2018, s'établissant ainsi à -31 Mds USD. La dépréciation de la monnaie locale (la lire turque a perdu 40% de sa valeur au T1 2019 en g.a et 35% en g.a au T2 2019) a nourri la hausse des exportations tandis que le ralentissement de l'activité économique (la croissance du PIB s'est élevée à -2,3% au T1 2019 et à -1,6% au T2 2019 en g.a) et de sa principale composante, la consommation, couplée à la baisse des investissements (au T3 2019, 5ème trimestre consécutif de recul, les investissements ont diminué de 12,6%) expliquent la baisse des importations. In fine, le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 75,3% en 2018 à 84,6% en 2019, atteignant ainsi son zénith.

L'Union européenne demeure le premier partenaire commercial de la Turquie

L'Union européenne à 28 demeure le premier partenaire commercial de la Turquie avec une part de marché stable (42% en 2018 et 41% en 2019) mais un volume d'échanges commerciaux en baisse de 7,4% par rapport à 2018. La Turquie a exporté pour 83 Mds USD de biens vers l'UE, qui absorbe ainsi 48,5% des exportations turques (contre 50% en 2018), et a importé pour 69 Mds USD de produits en provenance de l'UE (34,2% des importations turques), soit une baisse de 14% par rapport à 2018.

Le poids des trois principaux clients de la Turquie (Allemagne, Royaume-Uni et Italie, qui représentent respectivement 15,4 Mds USD, 10,9 Mds USD et 9,3 Mds USD) recule en 2019 (respectivement de -4,3%, -2,1% et -2,7%), de même que les exportations vers les Etats-Unis (8,1 Mds USD, -3% par rapport à 2018) qui

demeure le 5ème client et vers l'Espagne (7,6 Mds USD, -0,6%) qui demeure le 6ème client de la Turquie. A l'inverse, les exportations vers l'Irak (4ème client) augmentent de 7,8% (9 Mds USD) de même que celles vers la Hollande (8ème client, +14,4%), vers Israël (+11,9%) qui devient le 9ème client et vers la Russie (+13,4%) qui devient le 11ème client de la Turquie. La part de la France (7ème client) parmi les clients de la Turquie est passée de 4,3% en 2018 à 4,5% en 2019, soit une progression constante depuis 2017. En outre, la Belgique, qui était le 9ème client de la Turquie en 2018, devient son 15ème client en 2019. In fine, on notera que les exportations des principaux fournisseurs de la Turquie ont toutes enregistré des baisses importantes en 2019 par rapport à 2018, sauf la Russie.

La Russie (22,5 Mds USD, 11,1% des importations turques), la Chine (18,5 Mds USD, 9,1% des importations), l'Allemagne (17,9 Mds USD, 8,9% des importations), les Etats-Unis (11,2 Mds USD, 5,5% des importations), l'Italie (8,6 Mds USD) et l'Inde (6,6 Mds USD) demeurent les principaux fournisseurs de la Turquie en 2019. En 2019, les importations ont baissé en provenance de tous les principaux fournisseurs de la Turquie. Celles en provenance d'Iran ont connu la baisse la plus importante (-52,8%) en raison d'une chute de 63% des importations d'hydrocarbures liée aux sanctions internationales. La baisse du niveau des importations turques est particulièrement concentrée sur les sept premiers mois de l'année 2019 (-18,3% par rapport à la même période de 2018) en raison du ralentissement de la croissance économique dans un contexte de contraction de la demande interne.

Les données, publiées par le ministère turc du Commerce, montrent une dégradation de la situation de la France dans les échanges commerciaux avec la Turquie avec un déficit d'1,3 Md USD en 2019. Bien que la France ait progressé d'une place en devenant le 7ème fournisseur du pays, les importations en provenance de France ont diminué de 14,3% par rapport à 2018, ramenant ainsi la part de marché française à 3,1% en 2019. Par ailleurs, la part de marché de la France dans les exportations de la Turquie ne cesse de se renforcer depuis le début des années 2000 : elle est passée de 4,1% en 2012 à 4,5% en 2019.

Le commerce extérieur de la Turquie demeure porté par les exportations de véhicules et de machines et appareils mécaniques ainsi que par les importations d'hydrocarbures

Les deux principaux postes d'exportations demeurent les mêmes depuis 2013 : le poste « véhicules » (26,2 Mds USD, -2,1% par rapport à 2018) devance le poste « machines, appareils et engins mécaniques » (16,4 Mds USD, + 4% par rapport à 2018). Par ailleurs, les exportations de fonte, fer et acier ont diminué de 16% par rapport à 2018 mais demeurent le troisième poste d'exportations (9,9 Mds USD) malgré les mesures protectionnistes instaurées par les Etats-Unis sur l'acier dès 2018 et les mesures de sauvegardes définitives mises en place en février 2019 par l'UE sur les importations de produits sidérurgiques. Le poste « hydrocarbures » connaît une progression significative en 2019 (+39,7%, 7,3 Mds d'exportations), porté par la hausse des capacités de raffinage du pétrole en Turquie.

Les postes « hydrocarbures » (41,2 Mds USD d'importations, -4,2%) et « machines, appareils et engins mécaniques » (21,5 Mds USD d'importations, -16,3%) dominent les importations turques depuis 2009, représentant à eux seuls 31% des importations totales en 2019. En raison de la diminution des importations de « fonte, fer et acier » en 2019 (-20%, à 14,7 Mds USD), le poste recule à la quatrième place, derrière le poste « machines, appareils et matériels électriques » qui connaît une diminution plus limitée de ces importations (-9,5%, à 15 Mds USD). Les importations de céréales, s'élevant à 3,2 Mds USD, connaissent la deuxième plus forte progression de l'année 2019. En revanche, les importations de véhicules ont significativement diminué (-30,6% par rapport à 2018) en raison de la dépréciation de la monnaie locale (qui a entraîné une hausse des prix des véhicules d'environ 30-35%) et de l'augmentation du coût du crédit qui ont affecté les ventes sur le marché domestique (-46% sur les huit premiers mois de 2019).

L'année 2019 est marquée par un recul significatif du déficit de la balance commerciale turque, qui atteint son niveau le plus bas depuis 2003. Ce recul est lié, d'abord, à la contraction des importations causée par le ralentissement de la croissante économique et, plus particulièrement, de sa principale composante, la consommation. Par ailleurs, la baisse des cours du pétrole en 2019 (-10%) a également eu un effet significatif sur le niveau des importations turques. Toutefois, la baisse des importations est concentrée sur les sept premiers mois de l'année 2019 et la reprise vigoureuse des importations (pour la première fois

depuis le mois de juin 2018, les importations ont progressé, en g.a, à partir d'août 2019) reflète la reprise de la consommation et, plus généralement, de l'activité économique. Ensuite, l'augmentation des exportations turques, rendues plus compétitives par la dépréciation de la monnaie locale, a favorablement contribué à la réduction du déficit commercial. Finalement, la baisse des importations turques en 2019 est le fait d'une détérioration des conditions macroéconomiques et non de la mise en œuvre de réformes structurelles inspirées par le Nouveau Programme Economique (NEP).

Les enjeux du Brexit pour la Turquie

Le Royaume-Uni et la Turquie sont des partenaires stratégiques qui souhaitent maintenir et renforcer leurs relations économiques et politiques après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). Les autorités multiplient donc depuis 2017 les discussions afin de parvenir à signer un accord de libre-échange, qu'elles souhaitent en outre négocier en parallèle de l'accord régissant les futures relations entre le Royaume-Uni et l'UE.

Le Royaume-Uni est un partenaire commercial important pour la Turquie

Le Royaume-Uni est un partenaire économique majeur de la Turquie et l'un de ses principaux débouchés. En 2019, le Royaume Uni était le 2ème client de la Turquie au sein de l'UE (10,9 Mds USD d'exportations), juste derrière l'Allemagne. C'était également le 9ème fournisseur du pays, avec un volume d'importations de 5,4 Mds USD. La Turquie a donc une balance commerciale excédentaire avec le Royaume-Uni depuis une dizaine d'années. Elle atteignait 5,4 Mds USD en 2019.

Les principaux marchés pour les entreprises turques au Royaume-Uni sont l'automobile, le textile et les équipements électriques, tandis que les importations en provenance du Royaume-Uni se concentrent sur les appareils mécaniques.

Par ailleurs, les investissements entre les deux pays sont aussi denses. Entre 2009 et 2018, le Royaume-Uni a réalisé 7,2 Mds USD d'investissements en Turquie, tandis que la Turquie investissait 2,5 Mds USD au Royaume-Uni, selon les données de la Banque centrale turque.

Une priorité de la nouvelle politique commerciale du Royaume-Uni

Jusqu'à présent, la quasi-totalité des échanges bilatéraux bénéficiait des conditions de l'Union Douanière et était exemptée de droits de douane. Il est donc indispensable pour les deux pays de s'accorder sur les conditions de leur relation après la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Les deux parties sont engagées dans une négociation en vue d'un accord de libre-échange. La conclusion d'un tel accord est à mettre en perspective avec la future politique commerciale que Londres entend mettre en place. Le Royaume-Uni a ainsi lancé début février une consultation afin de définir sa nouvelle politique de barrières tarifaires (clause NPF qui s'appliquera aux pays avec lesquels le Royaume-Uni n'aurait pas signé d'accord bilatéral de libre-échange, sauf ceux pour lesquels s'applique un Système Généralisé de Préférences (SGP). Parallèlement, souhaitant s'imposer comme un « champion du libre-échange », Londres aspire à négocier un certain nombre d'accords avec ses principaux partenaires, selon un calendrier ambitieux. Le gouvernement britannique souhaiterait en effet pendant la période transitoire :

- Négocier et signer un accord avec l'UE, sur le modèle de l'accord signé entre l'UE et le Canada ; et en parallèle, engager les discussions et signer un accord avec la Turquie.
- Négocier et signer un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon.
- Pour un certain nombre d'autres pays stratégiques, les autorités entendent pour le moment, par contrainte de temps, seulement transposer les accords signés par l'UE en les reprenant à leur compte (et y revenir à l'avenir si nécessaire).

Un dialogue régulier entre Ankara et Londres pour préparer la relation future

La Turquie est donc l'un des pays prioritaires pour Londres dans le cadre de la définition de sa nouvelle politique extérieure. Cependant, liée à l'UE par le biais de l'Union Douanière, la Turquie ne peut pas accorder au Royaume-Uni de droits de douanes différents de ceux que l'UE lui appliquerait. Elle est donc dépendante de l'accord qui définira les relations entre Londres et Bruxelles et ne pourra conclure d'accord de libre-échange avec le Royaume-Uni qu'après celui entre les 27 et Londres. Londres et Ankara sont certes tenues par l'avancée des négociations entre l'UE et le Royaume-Uni, mais souhaitent avancer leurs propres discussions

de manière totalement parallèle. La volonté des autorités turques et britanniques est en effet de maintenir et de renforcer les relations bilatérales, sans perdre de temps. L'objectif affiché est de parvenir à signer un accord bilatéral immédiatement après la conclusion de l'accord entre le Royaume-Uni et l'UE, et sur la base de ce dernier. Elles souhaitent en effet minimiser l'impact négatif qu'aurait l'introduction de tarifs douaniers.

On assiste donc, ces derniers mois, à une multiplication des visites officielles, tandis que des groupes de travail communs ont été mis en place.

L'influence de la Chine en Turquie

L'activité des entreprises et banques chinoises en Turquie a significativement augmenté à partir de 2015, en lien avec les nombreux contrats et projets d'investissements liés au développement de la stratégie "Belt and Road Initiative" (BRI) en Turquie. Par ailleurs, la Chine est particulièrement active pour le déploiement de la 5G en Turquie. Enfin, la Turquie profite de la puissance financière chinoise pour faire face à l'accroissement de ses besoins de financement.

La présence économique de la Chine en Turquie est récente et répond à des intérêts réciproques

La Turquie fait l'objet d'un intérêt croissant de la Chine du fait de sa position géographique stratégique dans le corridor terrestre s'étendant de la Chine à l'Europe et son ouverture sur la mer Noire et la mer Méditerranée. La Chine perçoit la Turquie comme une tête de pont vers l'Europe et, dans une moindre mesure, comme une base arrière pour les projets d'entreprises chinoises dans les pays du Caucase et d'Asie centrale. Les motivations de la Chine sont ainsi principalement économiques. La Turquie est un pays à revenu intermédiaire qui appartient à l'Union douanière avec l'UE depuis 1995. La Turquie offre également un grand marché intérieur de 80 millions d'habitants et représente donc un débouché commercial pour la Chine. Preuve de l'intérêt croissant de la Chine, les flux d'IDE chinois en Turquie ont commencé à augmenter à partir de 2015, passant de 30 M USD en 2014 (soit 0,35% du flux total) à 451 M USD en 2015 (soit 3,73% du flux total) et à 301 M USD en 2016 (soit 4% du flux total). Par ailleurs, le stock d'IDE chinois est passé de 69 M en 2013 (soit 0,05% du stock total) à 1,12 Md USD en 2018 (soit 0,84% du stock total). Les flux d'IDE chinois restent néanmoins limités et diminuent : en 2018, ils ne

s'élèvent plus qu'à 43 M USD (soit 0,63% du flux total) et, sur les dix premiers mois de l'année 2019, ils s'élèvent à 22 M USD (soit 0,46% du flux total).

Par ailleurs, l'un des principaux vecteurs de l'expansion chinoise en Turquie tient à sa puissance financière qui lui permet de participer au financement des grands projets lancés en Turquie, notamment dans le cadre de la « Vision 2023 ». D'une part, ces projets visent à moderniser le pays dans la perspective du centenaire de la République (développement des énergies renouvelables dans le mix énergétique, développement de l'énergie nucléaire, expansion du réseau routier et autoroutier, constructions de nouveaux ponts, augmentation des capacités portuaires et aéroportuaires, meilleure connectivité intermodale, etc.). D'autre part, ils attirent l'intérêt de la Chine puisqu'ils s'intègrent, pour la plupart, aux différentes composantes de la stratégie chinoise des nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative) en Turquie. Ainsi, alors que les besoins de financement de la Turquie augmentent, la Chine accumule les offres de financement. Dans un contexte d'insuffisance de financements, l'investissement des banques et bailleurs de fonds chinois fournit des sources viables de fonds de long terme aux grandes entreprises et PME locales.

L'expansion chinoise en Turquie repose sur des financements dans des secteurs stratégiques liés à la stratégie BRI, via la participation des bailleurs de fonds et des banques chinoises

Si l'activité des banques multilatérales en Turquie demeure dominée par les principales institutions financières internationales (Banque mondiale, BEI, BERD, etc.), ces dernières années sont marquées par la montée en puissance des bailleurs de fonds chinois. La forte croissance économique de la Turquie durant les deux dernières décennies, la croissance démographique, les grands projets d'infrastructures entrepris (ces quinze dernières années, la Turquie a dépensé 100 Mds USD pour la construction de routes, ponts, tunnels, aéroports et chemins de fer) et les besoins de financement ont alimenté l'intérêt des bailleurs de fonds chinois, qui se positionnent sur des projets liés à la stratégie BRI :

La Banque chinoise de développement (CDB) a distribué, en septembre 2019, un prêt de 200 M USD destiné à la Banque de développement industriel de Turquie (TSKB) qui, dans le cadre de la BRI, soutiendra

les secteurs de l'énergie, de l'industrie manufacturière et des infrastructures en Turquie.

La Banque d'exportation et d'importation de Chine (*Exim Bank of China*) finance, quant à elle, le commerce bilatéral sino-turc dans le cadre de la stratégie BRI via des prêts à des banques turques. A titre d'exemple, elle a distribué un prêt de 140 M USD (d'une maturité d'un an) à la banque turque *Vakifbank* en septembre 2019 et, en décembre 2019, un prêt de 300 M USD (d'une maturité de 3 ans) à *Garanti BBVA*.

Par ailleurs, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) est active en Turquie depuis 2016 et finance principalement les projets énergétiques et ferroviaires afin, d'une part, de renforcer la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique tout en facilitant la distribution d'énergie entre l'Asie et l'Europe et, d'autre part, de développer la connectivité ferroviaire entre l'Asie et l'Europe.

Les banques commerciales chinoises sont, quant à elles, de plus en plus actives en Turquie. D'abord, à travers leur implantation en Turquie. En 2015, *ICBC* a acquis 75,5% des parts de *Tekstilbank*, pour un montant de 316 M USD, devenant la première banque chinoise à s'implanter en Turquie. Fin 2017, *Bank of China* a débuté ses activités de banque de dépôt en Turquie suite à la délivrance d'une licence par l'agence turque de régulation bancaire (BDDK). Ensuite, à travers leurs nombreux prêts et investissements, dans un contexte d'accroissement du besoin de financement en Turquie. A titre d'exemple, en juillet 2018, *ICBC* a distribué un prêt de 3,6 Mds USD destiné à des entreprises, banques et institutions turques pour le financement des secteurs de l'énergie et des transports (principalement pour les projets d'autoroutes et de ponts routiers dans l'Ouest du pays). De plus, en novembre 2019, *ICBC* a acheté l'« Istanbul Tower 205 », immeuble de bureaux dans le quartier d'affaires de Levent, pour un montant de 594 M USD, qui pourrait, à terme, accueillir des entreprises chinoises. Par ailleurs, en novembre 2019, le nouveau maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, a annoncé que la mairie d'Istanbul était en discussions avec des banques et fonds d'investissements chinois pour de futurs financements. Les besoins de financement de la mairie d'Istanbul s'élèveraient à 3,5 Mds USD, notamment pour l'extension du réseau de métro qui doit passer de 150 km actuellement à 1050 km d'ici 2023. Par ailleurs, l'influence chinoise se manifeste également par la signature d'un accord de swap entre les Banques

centrales des deux pays (en 2016 et renouvelé en 2019) qui a permis à la Turquie d'apaiser les tensions sur la lire turque lors des dernières élections municipales du printemps 2019. En effet, au terme de cet accord, les réserves de change de la Banque centrale de Turquie se sont accrues d'1 Md USD fourni par la Banque centrale chinoise en juin 2019.

L'activité croissante des entreprises chinoises en Turquie est centrée sur certains secteurs et s'intègre à la stratégie BRI

Environ 1000 entreprises chinoises sont présentes en Turquie, selon le ministère turc de l'Économie. La majeure partie des entreprises chinoises implantées en Turquie évoluent dans le commerce et les technologies, mais également dans l'industrie et les services.

Dans le secteur de l'énergie, la construction de la centrale thermique de Hunutlu par la *Shanghai Electric Power Company* a démarré en septembre 2019. Avec un investissement total de 1,7 Md USD, le projet est le plus important investissement chinois en Turquie et relie la stratégie BRI à la stratégie turque du « Middle Corridor » visant à développer un réseau routier et ferroviaire entre l'Asie centrale, la mer Caspienne et la Géorgie. De plus, alors que la Turquie projette de disposer de trois centrales nucléaires d'ici 2030, dont les centrales d'Akkuyu (en cours de construction) et de Sinop, les entreprises chinoises du nucléaire sont particulièrement attirées par les projets turcs. En 2014, un protocole d'accord tripartite a été signé entre les sociétés chinoise SNPTC (*State Nuclear Power Technology Corporation*), américaine (*Westinghouse*) et turque (EÜAŞ) pour la négociation exclusive du troisième projet de centrale en Turquie. Ce projet, actuellement dans une phase d'étude de localisation, devrait se situer à İğneada (120 km au nord-ouest d'Istanbul au bord de la mer Noire).

Dans le secteur des infrastructures (ferroviaires, routières et portuaires), des entreprises chinoises ont contribué à la construction de la ligne à grande vitesse reliant Ankara à Istanbul et achevée en 2014 (la seconde phase de la construction de cette ligne avait été confiée à un consortium formé entre *China Railway Construction Corporation* et *China National Machinery Import And Export Corporation* et les entreprises turques *Cengiz Construction* et *Ibrahim İctas Construction*). Selon le think tank turc SETA, les investissements chinois dans la ligne ferroviaire Ankara-

Istanbul s'élèverait à 720 M USD. De plus, en 2015, un consortium mené par COSCO a acquis 65% des parts du terminal de Kumport dans le port d'Ambarli à Istanbul, pour un montant de 920 M USD. Par ailleurs, en juin 2019, l'entreprise chinoise *Powerchina International Group* a répondu à l'appel d'offres pour la construction d'une autoroute entre Aydin et Denizli, d'un montant de 530 M USD. En outre, *China Merchants Group* est en discussions pour le rachat des parts détenues par le principal constructeur et opérateur du 3ème pont sur le Bosphore (Yavuz Sultan Selim), inauguré en août 2016.

Dans le secteur des technologies et du commerce, les entreprises chinoises sont particulièrement actives. Installée à Ankara depuis 2002, l'entreprise *Huawei* a ouvert des bureaux à Istanbul (Umraniye et Maslak) et emploie 1 500 personnes en Turquie. *Huawei* considère la Turquie comme un pays stratégique dans son développement à l'international mais également comme une base arrière pour son développement régional (Asie centrale et Caucase). Surtout, la stratégie de *Huawei* en Turquie est centrée sur le développement de la 5G. En 2015, un accord de collaboration entre *Huawei* et *Turkcell* (principal opérateur de Turquie) a été signé, en présence du Président Erdoğan, en vue de développer la technologie 5G en Turquie. Fin 2018, le PDG de *Turkcell* a annoncé que *Huawei* et *Ericsson* sont ses deux principaux fournisseurs de technologie, représentant chacun environ 50% de son infrastructure. Par ailleurs, en décembre 2019, la Banque de développement de Chine (CDB) et *Turkcell* ont signé un protocole d'accord pour un prêt de 500 M EUR (d'une maturité de 8 ans) destiné à financer l'acquisition d'équipements auprès de fournisseurs chinois dans le cadre du déploiement de la 5G. En matière de commerce en ligne, en juin 2018, *Alibaba* a investi dans le leader turc du commerce en ligne *Trendyol* (16 millions de consommateurs en Turquie), à travers une prise de participation au capital ainsi que des investissements visant à développer l'activité de *Trendyol* en Turquie et à l'étranger. La transaction, d'un montant de 750 M USD, est la plus importante intervenue en Turquie dans le secteur du commerce en ligne. Par ailleurs, en décembre 2019, suite à un nouvel accord entre la banque turque *İş Bankası* et *Alipay* (solution de paiement en ligne créée par *Alibaba*), plusieurs commerces turcs seront équipés de plateformes permettant aux touristes chinois de payer via *Alipay*.

Bilan de l'année économique 2019 pour le Turkménistan

Performance macroéconomique

Le PIB turkmène devrait atteindre 45,3 Mds USD en 2019 (+6,3%) selon les données communiquées par les autorités (précaution méthodologique : au Turkménistan, l'information statistique officielle reste parcellaire et sa qualité est très contestée en dépit d'une amélioration depuis quelques années) au Fonds Monétaire International (FMI). Ce dernier prévoit une inflation de 6,3% en 2019. L'investissement public, moteur traditionnel de l'économie nationale, est toutefois en net recul, le FMI l'estimant à 24,4% du PIB en 2019 contre 40,8% en 2017. La dette publique resterait modeste, passant de 29,1% à 30,7% du PIB en 2019. L'année 2019 a vu les fournitures de gaz, d'eau et d'électricité devenir entièrement payantes, avec la suppression des volumes forfaitaires mensuels ou semestriels jusqu'alors fournis gratuitement par l'Etat aux foyers et, parallèlement, l'installation massive de compteurs volumétriques. Le commerce extérieur turkmène se serait stabilisé par rapport à l'année 2018 (importations +1,6%, exportations +8,1% en g.a.), qui avait connu une réduction brutale des importations en réaction à une politique monétaire restrictive et à la politique nationale de substitution aux importations, conjuguée à un rebond des exportations en valeur portées par la remontée du cours des hydrocarbures. Pour la deuxième année consécutive, cette dynamique permet au Turkménistan de générer à nouveau un excédent commercial (7,2 Mds USD en 2019), après trois années de déficit.

En 2019 la banque centrale a poursuivi sa politique monétaire très restrictive. En novembre 2019, le FMI mentionne la surévaluation de la monnaie nationale (dont la dernière dévaluation remonte au 1er janvier 2015) et le rationnement des devises étrangères par la Banque centrale depuis 2015 parmi les facteurs qui pèsent sur l'investissement privé et la compétitivité des exportations hors hydrocarbures. En parallèle, le gouvernement turkmène promeut activement l'utilisation de cartes bancaires. Les salaires et les retraites sont versés sur des comptes bancaires mais les distributeurs de billets limitent sévèrement les retraits de devises, contribuant à la numérisation par nécessité des paiements dans le pays. Certains magasins publics (aux prix subventionnés par l'Etat) ne sont plus

autorisés à accepter de paiements en liquide depuis mi-décembre.

Le gouvernement a accordé une importance croissante au sujet de l'emploi en 2019. Le Ministère du Travail a ajouté une section « emploi » à son site et le Président a ordonné la création de nouveaux emplois manufacturiers dans le pays. Si le gouvernement ne publie pas de données relatives au chômage, les observateurs évaluent le taux de chômage à 50%, une partie non négligeable de la population active émigrant (Turquie, Russie, EAU...) pour trouver du travail.

Evolutions par secteur économique

Hydrocarbures

En avril 2019, le géant énergétique russe Gazprom a annoncé la reprise des achats de gaz en provenance du Turkménistan. L'accord prévoit des exportations gazières turkmènes à hauteur de 5,5 Mds m3 annuels jusqu'à la mi-2024. Depuis 2016, les importations avaient été mises à l'arrêt à la suite d'un différend sur les prix couplé aux surcapacités de Gazprom. A l'été 2019, la Russie et l'Iran ont renouvelé leur opposition au projet de gazoduc transcaspien, arguant de préoccupations environnementales liés aux travaux de construction sous la mer Caspienne. Ces préoccupations n'empêchent pas Moscou de poser ses propres gazoducs sous la mer Noire, tandis que Téhéran appelle ses voisins régionaux à utiliser ses propres infrastructures pour acheminer leur production gazière vers les marchés mondiaux. Les autorités font état de la progression des travaux de construction du gazoduc vers l'Inde (TAPI). Multipliant les effets d'annonce, Achgabat avait déclaré avoir terminé les travaux du tronçon turkmène en février 2018, bien que son fournisseur russe pour les tubes n'ait confirmé avoir remporté le contrat qu'en avril 2019. Les perspectives à court terme de ce projet restent floues, le Pakistan ayant notamment conditionné il y a quelques mois le démarrage des travaux sur son sol à une baisse des prix du gaz turkmène. Le 28 juin 2019, le Turkménistan a ouvert une usine d'essence produite à partir de gaz (projet de 1,7 Mds USD avec assistance technique et financière japonaise). Cette essence est de haute qualité (Eco-93, norme Euro-5). Les 60 premières tonnes produites seront fournies à l'Afghanistan en tant qu'aide humanitaire, mais la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie ont déjà placé des futures commandes auprès du producteur turkmène.

Construction

Le gouvernement continue sa politique de grands chantiers et investissements industriels. Un programme 2019-2025 (240 Mds TMT soit environ 68 Mds USD au cours officiel) prévoit ainsi la construction de deux villes nouvelles, du gazoduc TAPI, d'une nouvelle unité de production d'engrais potassés, d'autoroutes, d'une ligne ferroviaire TGV, mais aussi l'acquisition d'un satellite, la réfection du canal du Karakoum et le dédoublement de plusieurs unités pétrochimiques, etc. A la fin 2019 plus de deux mille installations industrielles et sociales seraient en cours de construction, pour une valeur d'environ 35 Mds USD. La construction d'une autoroute à péages entre Achgabat et Turkmenabad est en cours, pour un montant estimé à 2,3 Mds USD. L'autoroute, dont le chantier a débuté en janvier 2019, devrait être mise en service en 2023 Achgabat et Bakou ont ressuscité le projet TASIM de construction d'une « autoroute internet » entre l'Europe et l'Asie par la signature d'un accord pour la construction de câbles de fibre optique sous la mer Caspienne, reliant ainsi les villes portuaires de Turkmenbashi et Siazan.

Agriculture

Le Président estime que le pays a atteint son objectif de sécurité alimentaire publiant en décembre 2019 des photos de magasins remplis de biens de consommation, ce que contredisent des pénuries occasionnelles constatées pendant l'année. 1,7 M tonnes de blé et plus d'1 M tonnes de coton auraient été produites. L'Etat veut à partir de 2020 réduire la superficie des champs de blés au profit de la production cotonnière, ce qui aura un impact en termes de consommation d'eaux d'irrigation. Le gouvernement a également lancé un programme de construction de serres de grande envergure dans son effort de substitution aux importations. Les agriculteurs turkmènes peuvent désormais louer des terres pour une durée de 99 ans. La réforme foncière annoncée par le gouvernement turkmène en septembre 2018 est entrée concrètement en vigueur 13 mois après : moyennant certains engagements en matière de production, les agriculteurs locaux pourront bénéficier de baux de 99 ans sur les terres qu'ils exploitent, leur nue-propriété restant étatique.

Numérisation des services publics

Un portail de services publics en ligne a été dévoilé fin novembre (e.gov.tm), présenté comme un guichet

unique, qui permet en particulier les transactions par carte bancaire. Par ailleurs, les douanes turkmènes ont annoncé passer aux déclarations de douane numérisées en 2020, fruit d'un accord de coopération technique sur la mise en œuvre du système automatisé de données douanières ASYCUDA World avec l'organisme onusien UNCTAD. Enfin, un site spécifique (www.invest.gov.tm) est en cours de création sous les auspices du Ministère des Finances et de l'Economie, afin de partager des informations relatives aux réformes économiques en cours, de communiquer sur les grands projets et d'attirer les investisseurs étrangers.

STRATEGIES SECTORIELLES

Le lancement de la voiture électrique turque

Le Président turc a présenté fin 2019 deux prototypes de voitures turques 100% électriques qui devraient être fabriquées en série à partir de 2022. Au-delà des aspects de fierté nationale, ce projet traduit l'ambition des autorités d'augmenter la visibilité de la Turquie à l'international, de développer ses capacités industrielles et de réduire sa dépendance aux importations.

La Turquie, important producteur automobile au niveau mondial, souhaite désormais se doter d'une marque nationale notamment destinée à l'export

Avec une production de près d'1,5 million de véhicules dont 85% exportés en 2019, la Turquie est le 14ème producteur de véhicules automobiles au monde et le 6e au niveau européen. En matière d'exportations, le secteur automobile dans son ensemble est le principal poste du pays avec 17% des exportations turques (30,5 Mds USD). Pour autant, en 2019, près de 57% des véhicules vendus en Turquie étaient importés. La plupart des grands constructeurs mondiaux comme Renault, Ford, Hyundai, Honda, Toyota et Fiat ont des usines de production dans le pays, mais la Turquie ne dispose pas de marque nationale.

Ce constat a conduit le gouvernement à encourager l'émergence d'un projet de voiture turque, en s'appuyant sur l'important tissu local de fournisseurs, les compétences et la forte capacité de production déjà présents en Turquie. Ce projet de « voiture turque » n'est toutefois pas nouveau : dès 1960, les autorités avaient chargé une équipe d'ingénieurs turcs de construire une voiture entièrement conçue et réalisée

en Turquie. La « Devrim » fut présentée officiellement en 1961 mais le projet est resté sans suite. Depuis, plusieurs autres tentatives ont eu lieu (notamment Anadol par le groupe Koç), sans rencontrer le succès escompté.

De plus, ce projet s'inscrit pleinement dans la stratégie de localisation de la production engagée par la Turquie. Il permettra d'augmenter la visibilité du pays à l'international, de développer ses capacités industrielles et de réduire sa dépendance aux importations.

Le projet, largement soutenu par le gouvernement turc, nécessite de lourds investissements

Baptisé TOGG, le consortium en charge de la construction de la voiture turque se compose de l'Union des Chambres et des Bourses de Turquie (TOBB) et de cinq grandes entreprises turques : Anadolu Grubu (partenaire avec Isuzu Motor dans la production de camions légers et producteur de moteurs), BMC (producteur d'autobus et des véhicules militaires), Kök (filiale de Karsan-fabricant de minibus), Turkcell (opérateur de télécommunications) et Zorlu Holding (fabricant du nickel-cobalt pour les batteries des voitures électriques et l'un des leaders dans le secteur électroménager et énergie). Tout d'abord prévue pour être diesel, la voiture sera finalement 100% électrique.

Le 27 décembre 2019, lors d'une cérémonie organisée à Gebze, le Président turc a présenté deux prototypes de voitures turques électriques qui seront fabriquées en série à partir de 2022 (un SUV et une berline de segment C). D'ici 2030, ce sont cinq modèles différents qui seront produits. Ce projet d'envergure nationale nécessitera un investissement de 3,2 Mds EUR qui, selon les autorités, représenterait un apport de 50 Mds EUR au PIB national et contribuerait à la création de 4 000 emplois directs et 20 000 emplois indirects. L'usine, qui se situera près de Bursa, pourra produire jusqu'à 175 000 véhicules par an. Des déductions fiscales et mesures incitatives, qui restent à préciser, seront mises en place par le gouvernement afin d'aider au déploiement de la voiture électrique. Des garanties d'achat à hauteur de 30 000 véhicules d'ici 2035 ont par ailleurs été émises. Il conviendra également de développer les infrastructures de charge des véhicules pour le marché local.

Une équation commerciale qui reste à trouver

Le Président turc a souligné que TOGG comptait devenir une marque globale qui commencerait son expansion en Europe. Ce projet devra cependant composer avec un marché mondial de l'automobile très concurrentiel. Sur son marché local, TOGG pourra tableer en partie sur la préférence nationale et sur l'intérêt des consommateurs pour les voitures électriques et hybrides qui se développe en Turquie, le nombre de ventes ayant été multiplié par trois entre 2019 et 2018. Cependant, seulement 200 voitures électriques ont été vendues dans le pays l'an dernier et les études de marché réalisées en Turquie laissent apparaître que le prix reste un des critères de choix de la clientèle turque. Compte tenu du soutien du gouvernement, les subventions pourraient néanmoins soutenir les ventes.

Par ailleurs, une dizaine de pays aurait déjà contacté la Turquie afin d'obtenir des concessions pour vendre la nouvelle voiture turque et d'autres offres ont également été faites pour participer à la production de certaines pièces. Le design de la voiture turque a notamment été réalisé avec l'aide du designer automobile italien Pininfarina.

Point sur le programme d'investissements pour l'année 2020 : une relance significative des projets de transport en Turquie

Le programme d'investissements 2020 de la Turquie, qui vient d'être publié au Journal Officiel, liste des projets municipaux et nationaux qui feront l'objet d'allocations budgétaires cette année sur le budget national, dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des transports, de l'industrie et de la santé, pour des appels d'offres (études, ingénierie, construction...) à lancer obligatoirement en 2020. Ce document évolutif (des projets peuvent être rajoutés en cours d'année) est validé par la Présidence turque, et s'impose au budget central. Le présent programme concentre des financements dans le secteur des transports, avec 39 projets de métros, tramways, chemins de fer, TGV, routes, etc. Dans l'énergie, des crédits d'études sont prévus pour des projets de développement du réseau de transmission électrique, des sous-stations électriques, des unités flottantes de regazéification. Des crédits d'études et d'ingénierie sont de même alloués à des projets d'irrigation et de barrages. Des crédits d'investissements sont destinés à un projet de centrale hydroélectrique et au projet d'unité flottante de

regazéification de Saros. Des projets de transport de municipalités contrôlées par l'opposition (Izmir, Istanbul, Ankara...) peuvent être inclus dans cette programmation.

Les allocations annuelles totales pour 2020 s'élèvent à 77,13 Mds TRY, soit une augmentation de 17,9% par rapport à 2019.

Un document fondamental pour la sécurisation du montage financier des projets

Le programme d'investissements fait suite à l'adoption du budget national. Parallèlement à ce processus budgétaire, les administrations étatiques et les municipalités turques font régulièrement remonter des demandes de financements au ministère des Finances ainsi qu'à la Présidence de la République.

Ce document stratégique ventile ainsi des budgets par projets, classés selon trois catégories : études/conception, projets en cours, nouveaux projets. Lorsqu'un projet est inscrit au programme d'investissements de l'année courante, il bénéficie d'une ligne budgétaire dédiée à la totalité ou à une partie du projet, à engager dans l'année. En outre, l'inscription au programme d'investissements est indispensable dans le processus d'octroi de la garantie souveraine à un projet (: le ministère des Finances accorde la garantie souveraine pour tous types de projets (sauf défense) à condition qu'ils soient inscrits au budget annuel et au programme d'investissements.

Des opportunités pour les entreprises françaises dans les transports

Les transports se taillent la part du lion dans le programme d'investissements 2020, avec des allocations budgétaires d'un montant de 25,21 Mds TRY sur un montant total d'allocations de 77,13 Mds TRY. Le programme de train à grande vitesse est relancé, avec des allocations pour la production nationale de rames de TGV et la poursuite des projets Ankara-Izmir, Bandirma-Osmaneli, Ankara-Istanbul et Istanbul-frontière bulgare. La majorité des projets de métro d'Istanbul reçoivent des subventions conséquentes et, notamment, la ligne Kabatas-Mecidiyekoy ainsi que la ligne Kaynarca-Pendik-Tuzla co-financée par l'AFD. Le projet de tramway de la Corne d'Or recevra un financement de 548 M TRY.

Ces projets ferroviaires présentent des opportunités pour les entreprises françaises, en particulier pour les

équipementiers ferroviaires. Le niveau de maturité accru du marché suppose en effet une expertise de qualité.

L'énergie capte 11,86 Mds TRY d'allocations, avec des projets nationaux concentrés dans les secteurs gazier (projet d'unité flottante de regazéification de Saros) et électrique (lignes de transmission).

Dans le programme, les municipalités concentrent 50,7 Mds TRY d'allocations, soit la plus grande part des allocations. Cela prouve que malgré les dissensions politiques, des projets peuvent avancer.

Le plan d'action pour l'agriculture turque

De juillet à novembre 2019, la Turquie a organisé la 3^{ème} session de son Conseil de l'Agriculture et de la Forêt. Le Président Erdogan a conclu les travaux de ce Conseil le 21 novembre 2019 en indiquant qu'un plan d'actions serait adopté dans les deux mois. Le 30 janvier 2020, le ministre de l'Agriculture, M. Pakdemirli, a présenté ce plan d'actions qui comporte 38 actions à court, moyen et long terme, dont la réalisation s'étalera sur les 5 prochaines années.

Les travaux du 3^{ème} Conseil de l'agriculture et de la forêt

2 000 personnes au sein de 21 groupes de travail thématiques se sont réunies sur une durée de 4 mois. Les citoyens ont également pu donner leur avis via un site internet (30 000 avis ont été recueillis). Le Président Erdogan a clôturé les travaux du 3^{ème} conseil de l'Agriculture et de la Forêt le 21 novembre 2019. Il a d'abord défendu le bilan politique en matière agricole par le biais de la hausse des soutiens directs et/ou des prix garantis. Il a ensuite affirmé que la sécurité alimentaire était devenue une question de sécurité nationale et qu'à ce titre la Turquie n'importerait plus de viande rouge ni de bovins, sauf exceptionnellement, et qu'elle assurera son autosuffisance agricole. Il a également déclaré que la Turquie continuera de lutter contre la perte agricole et le gaspillage alimentaire. Enfin, le Président a annoncé la rédaction d'un plan d'actions dans les deux mois à venir. 60 propositions, résultant des travaux de ce Conseil, ont également été publiées sur le site internet du ministère de l'agriculture et de la forêt. Les 38 actions sont en très grande partie le résumé des propositions.

Parmi les 38 actions, 16 seront mises en application en 2020, 8 en 2021, 11 en 2022 et 3 en 2023, se déclinant

au total en 333 activités dont 121 en 2020, 103 en 2021, 97 en 2020 et 12 en 2023.

Un plan d'actions organisé autour de douze thèmes

Le Ministre a développé la présentation des actions autour de 12 principaux thèmes :

Thème 1 : Développer la production agricole et assurer le développement économique du secteur. Cela regroupe le développement de la chaîne de valeur (« de la semence à la table »), le développement de l'agriculture contractuelle, le développement de la production de plantes industrielles, le développement des entrepôts certifiés, l'augmentation du cheptel de petits ruminants et la promotion de la viande ovine.

Thème 2 : Assurer la sécurité alimentaire. Cela implique la construction d'infrastructures pour lutter contre les pertes agricoles et le gaspillage alimentaire, la création de nouveaux centres des génisses reproductrices, le soutien de la production dans les pays tiers, le recensement des pâturages, le développement des semences nationales, l'amélioration sanitaire pour diminuer la mortalité des veaux et augmenter les résultats d'insémination.

Thème 3 : Contribuer au développement rural. Le développement de l'écotourisme contribue à cet objectif.

Thème 4 : Assurer la protection de l'environnement, la biodiversité et le changement climatique. Ce domaine regroupe l'utilisation effective des données météorologiques, le développement des variétés locales de semences et de l'utilisation des engrais organiques.

Thème 5 : Développer la pêche et l'aquaculture. Il s'agit ici d'augmenter la production des produits maritimes et de l'aquaculture.

Thème 6 : Protéger les ressources du sol et de l'eau. Les actions concernent la lutte contre la désertification et l'érosion, l'adoption d'une Loi sur l'eau, la gestion des terres et des ressources en eau, et la priorisation des nouveaux investissements d'irrigation et de réhabilitation.

Thème 7 : Développer le secteur forestier. Des subventions aux produits forestiers seront mises en place, la lutte contre les incendies forestiers sera renforcée, l'inventaire national des forêts sera achevé

et un centre international de production de plants forestiers sera créé.

Thème 8 : Améliorer l'organisation institutionnelle du secteur. La nouvelle qualification des villages comme circonscription administrative y contribue.

Thème 9 : Améliorer les structures agricoles. Les actions de ce domaine concernent la remise en culture des terres en friche, avec la création d'une banque des terres, le développement du modèle familial des exploitations, la planification de l'utilisation des terres et le remembrement des terres agricoles.

Thème 10 : actions en faveur de la promotion. Des marques pour les produits de l'arboriculture seront créées et les projets internationaux seront soutenus.

Thème 11 : formation et recherche. Dans ce domaine, les partenariats public-privé en lien avec les universités seront développés, les projets de recherche et développement pour la valorisation des déchets et le développement des produits vétérinaires biologiques seront subventionnés, et une base de données sur les ressources en génétique sera créée.

Thème 12 : protéger les consommateurs. Des informations fiables en matière alimentaire seront publiées à destination des consommateurs.

Ces mesures constituent le premier plan-cadre du Nouveau Programme Economique annoncé en 2018. Elles n'ont pas fait l'objet d'un financement budgétaire spécifique. Le choix de l'agriculture résulte notamment du fait que l'inflation des prix alimentaires était l'un des thèmes de la campagne des élections locales en 2019 sur lequel le président Erdogan s'était fortement engagé. Cependant, il s'agit d'un catalogue de mesures dont plusieurs ont déjà été lancées. Elles restent pour certaines assez générales et ne sont pas à ce stade accompagnées par l'explication des moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif fixé. Mais la volonté de mener une action forte en matière agricole est présente. L'objectif fixé par le Président est de sécuriser et de planifier l'approvisionnement alimentaire par une production primaire suffisante et de lutter contre la volatilité des prix. Il s'agit aussi de développer encore davantage les exportations de produits agricoles dans les secteurs où la Turquie est déjà bien présente, fruits et légumes et produits de la pêche et de l'aquaculture notamment. On peut donc s'attendre à l'instauration de nouvelles mesures tarifaires et non-tarifaires

supplémentaires pour protéger le secteur agricole et alimentaire et des mesures pour promouvoir l'accès aux marchés extérieurs pour les produits d'origine turque.

Le secteur des fruits et légumes en Azerbaïdjan

L'agriculture azerbaïdjanaise est largement tournée vers l'exportation, notamment le secteur des fruits et légumes. Grâce à un accès traditionnel aux marchés des grandes villes russes, ce secteur continue de se développer et attire l'attention des investisseurs étrangers.

Une production fortement tournée vers l'exportation

Au cours des dix dernières années, et surtout depuis 2015, déclarée année de l'agriculture en Azerbaïdjan, le gouvernement a largement renforcé son soutien à l'ensemble du secteur. L'un des premiers segments ayant pu bénéficier de cette aide est celui des fruits et légumes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : entre 2005 et 2018, la production de légumes a progressé de 9,7% (2,8 M de tonnes) et celle des fruits de 61% (1 M de tonne). Bien que la production de fruits augmente de façon régulière, la production des légumes est nettement plus variable et a tendance à stagner. Il s'agit vraisemblablement d'une des conséquences de la politique du gouvernement qui vise à étendre les surfaces dédiées à la culture du coton dans le pays, notamment dans les régions chaudes où les précipitations sont très faibles et les ressources en eau font l'objet d'une forte concurrence entre les légumes et le coton. Le gros de la production reste destiné à la consommation nationale mais la part dédiée à l'exportation a tendance à augmenter. En 2018, 10,6% des légumes et 31,6% des fruits produits dans le pays ont été exportés. Selon le Ministère de l'agriculture, 96% des légumes et 85% des fruits exportés le sont à destination de la Russie (l'importance de la diaspora azerbaïdjanaise en Russie explique en bonne partie ce lien privilégié). Il existe cependant un courant d'affaires avec la Géorgie, l'Ukraine, l'Allemagne et l'Italie. En 2018, les revenus provenant de l'exportation des fruits et des légumes ont respectivement augmenté de 48% et de 54% par rapport à l'année 2015. La présence d'un grand marché comme celui de la Russie pour l'exportation de fruits et légumes crée des opportunités encore importantes pour le développement de ce segment.

La culture de légumes

Les conditions climatiques variées du pays et les habitudes historiques ont contribué à une spécialisation régionale y compris pour la culture de légumes. Elle est plus développée dans les régions de Guba-Khachmaz au Nord et de Lankaran au Sud. Parallèlement, la région d'Absheron s'est spécialisée dans la production en serre (tomates et concombres). La pomme de terre est l'un des légumes les plus répandus en Azerbaïdjan. Elle est cultivée dans de nombreuses régions, principalement dans la région de Ganja-Gazakh à l'ouest, de Gusar au Nord et de Djalilabad au Sud. Depuis l'indépendance, la superficie ensemencée et la production de pommes de terre dans le pays ont progressivement augmenté. Le record de production a été atteint en 2005 avec 1 M de tonnes récoltées sur 70 700 hectares. Elle reste cependant l'un des principaux légumes importés. En 2018, 151 000 tonnes de pommes de terre ont été importées, soit 9% de la consommation nationale. Les pommes de terre sont essentiellement importées d'Iran, de Russie, de Géorgie et de Turquie.

La demande intérieure pour les semences de pommes de terre est de 180 000 à 200 000 tonnes par an, dont 2-3% proviennent localement. Le gouvernement estime que 15% des besoins en semences de pomme de terre devraient être couverts dans les prochaines années.

La tomate a toujours occupé une place importante dans le pays. Sa réputation n'est plus à faire et la Russie en est de loin le principal acheteur. Elles sont cultivées dans les terres irriguées de Lankaran au sud, d'Absheron près de Bakou et d'Aran au centre du pays. En 2018, la production de tomates a atteint 609 179 tonnes pour 19 590 hectares dédiés, dont 28% ont été exportées.

L'arboriculture

L'arboriculture est un segment en plein développement. En fonction des conditions naturelles, les différentes régions du pays se sont spécialisées. Ainsi, la région de Guba-Khachmaz au Nord cultive les fruits à pépins, la région de Shaki-Zagatala au Nord-Ouest les fruits à coque (noix, noisettes et châtaignes), la république autonome du Nakhitchévan les fruits à noyau (abricot, pêche), la région d'Aran, au centre, les fruits subtropicaux secs (coings, grenades), la région de Lankaran au Sud les agrumes (citrons, oranges, mandarines, feijoas), les régions de la péninsule d'Absheron les fruits méditerranéens (pistaches,

amandes, figues, olives). Depuis quelques années, la région de Guba est devenue la plus grande région productrice de fruits du pays (principalement des pommes) à destination du marché russe (l'Azerbaïdjan a ainsi profité des contre-sanctions russes frappant l'Union européenne). Au cours des dernières années, le pays a manifesté un intérêt constant pour la création de nouveaux vergers. Selon des données statistiques récentes (2018), il y a environ 199 700 hectares de vergers dans le pays dont 138 300 hectares sont déjà à pleine maturité, soit 25,7% de plus qu'en 2014. Les principaux vergers du pays sont ceux des noisettes (74 944 hectares), des pommes (28 646 hectares), des grenades (22 562 hectares) et des kakis (10 473 hectares).

Le secteur de la transformation des fruits

On estime que l'agriculture deviendra l'un des domaines clés de la diversification économique du pays hors du secteur pétrolier. La création d'au moins 15 entreprises de moyenne et grande taille dans le secteur de la transformation des fruits en Azerbaïdjan au cours des 12 dernières années témoigne également de l'intérêt des investisseurs pour ce secteur. Toutefois, les données officielles montrent que le secteur de la transformation des fruits dépend encore beaucoup d'importations de matières premières.

LA FRANCE DANS LA REGION

Les échanges commerciaux franco-turcs en 2019

Selon les données de la Douane française, en 2019, le commerce bilatéral de biens entre la France et la Turquie s'est établi à 14,7 Mds EUR, soit une hausse de 4,8% en glissement annuel, due à la croissance continue des importations françaises en provenance de Turquie tandis que les exportations françaises vers ce pays se sont légèrement réduites (-0,7%). Il en résulte une dégradation significative de notre déficit commercial bilatéral (-2,8 Mds EUR). Le cœur des échanges repose sur le secteur des transports dont notre déficit atteint un record (2,3 Mds EUR). Par ailleurs, la montée en puissance de l'industrie turque représente un risque réel : celui d'entretenir un déficit commercial structurel important avec ce pays.

Notre déficit commercial avec la Turquie se creuse en 2019

S'élevant à 14,7 Mds EUR en 2019, soit une hausse de 4,8% par rapport à 2018, les échanges commerciaux franco-turcs de biens ont atteint leur zénith. Cette hausse est portée par l'augmentation des importations françaises en provenance de Turquie qui s'élèvent à 8,7 Mds EUR (+9% par rapport à 2018), tandis que les exportations françaises vers la Turquie se sont élevées à 5,9 Mds EUR, soit une légère baisse par rapport à 2018 (-0,7%). Notre déficit commercial bilatéral se creuse, de façon continue depuis 2016, et s'établit dorénavant à -2,8 Mds EUR (+27% par rapport à 2018).

En 2019, la dégradation des conditions macroéconomiques de la Turquie a affecté le commerce bilatéral franco-turc : la dépréciation de la monnaie locale (la lire turque a perdu plus de 36% de sa valeur contre le dollar depuis 2018) a permis aux produits turcs de gagner en compétitivité-prix, favorisant les importations françaises en provenance de Turquie. De son côté, le ralentissement de l'activité économique en Turquie et de sa principale composante, la consommation, couplée à la baisse des investissements (au T3 2019, 5ème trimestre consécutif de recul, les investissements ont diminué de 12,6%), ont réduit la taille du marché (les importations turques se sont contractées de 9,1% en 2019) limitant les exportations françaises vers la Turquie.

In fine, la part de marché française se dégrade, passant de 3,3% à 3,1%, à l'instar de celles de l'ensemble de nos principaux concurrents, à l'exception notable de la Russie dont l'empreinte sur le marché turc continue d'augmenter de manière significative (11,1%).

La Turquie demeure notre 14ème client (5ème hors UE et Suisse) mais sa part dans les exportations françaises totales a été ramenée de 1,24% en 2018 à 1,20% en 2019. Par ailleurs, la Turquie devient notre 12ème fournisseur (4ème hors UE) et sa part dans les importations françaises est passée de 1,43% en 2018 à 1,53% en 2019.

Les échanges commerciaux demeurent portés par les exportations d'aéronefs ainsi que par les importations de véhicules automobiles

Le poste aéronautique (490 M EUR) demeure le principal poste d'exportations françaises vers la Turquie mais connaît une baisse significative (-23,6% par rapport à 2018). Le poste «accessoires pour véhicules automobiles» (420 M EUR, -7,2%) recule et devient le 3ème poste d'exportations derrière les produits

sidérurgiques (455 M EUR, +21,2%) qui enregistrent une performance notable en 2019. Par ailleurs, les « préparations pharmaceutiques » (339 M EUR, +17,6%) deviennent le 4ème poste d'exportations, devançant dorénavant le poste « véhicules automobiles » (310 M EUR, -16,3%) dont la contraction des exportations s'explique par la dépréciation de la lire turque, qui a entraîné une hausse du prix des véhicules importés, et par l'augmentation du coût du crédit en Turquie. Les exportations d'« instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation » (162 M EUR) connaissent également une hausse significative (+39,7%).

Les importations françaises en provenance de Turquie continuent d'être dominées par les «véhicules automobiles» (2,9 Mds EUR, + 9,6 par rapport à 2018). Les importations d'« appareils électroménagers » (517 M EUR) connaissent une forte augmentation (+23,7% par rapport à 2018), devenant le 2ème poste d'importations, devant « autres vêtements de dessus » (468 M EUR, +7,5% par rapport à 2018), « accessoires pour véhicules automobiles » (458 M EUR, -0,9% par rapport à 2018) et « vêtements de dessous » (424 M EUR, +0,5% par rapport à 2018). Les autres progressions les plus marquantes sont enregistrées par les postes « produits sidérurgiques » (116 M EUR, +34,6%) et « produits du raffinage du pétrole » (63 M EUR, +647%).

Au total, le déficit bilatéral dans le secteur des matériels de transport s'est fortement accentué, atteignant -2,3 Mds EUR. Il s'explique à la fois par une baisse du rythme des livraisons françaises d'avions ainsi que par une accélération des expéditions turques d'automobiles et de pièces détachées automobiles en France. Notre déficit dans le domaine automobile (2,64 Mds EUR) représente 95% du déficit commercial bilatéral total que la France entretient avec la Turquie.

L'année 2019 est marquée par un creusement significatif du déficit commercial de la France avec la Turquie, entamé en 2016. Les exportations françaises ont pâti de la dégradation de la situation macroéconomique de la Turquie (baisse de la demande interne) mais restent toutefois stables par rapport à 2018, tandis que la dépréciation de la lire turque a stimulé les importations françaises en provenance de Turquie, qui ont atteint leur zénith. La reprise de l'activité économique en Turquie est annonciatrice d'une relance de la demande interne qui devrait permettre de redynamiser les exportations françaises.

A L'AGENDA

Mars

- Mission MEDEF International en Géorgie – Tbilisi – 17/19 mars.

Avril

- Rencontres acheteurs French Beauty Solutions organisées par Business France Istanbul - 28-30 avril

Mai

- Rencontres acheteurs avec les acteurs du secteur aéroportuaire, organisées par Business France Istanbul - 12-14 mai

Pour information

Coronavirus COVID-19 : depuis le 23 février, le Turkménistan refuse l'admission sur son territoire de tous les ressortissants de pays où des cas de contamination ont été recensés, et notamment des ressortissants français, y compris détenteurs de visas valides.

ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI

Monsieur Daniel GALLISSAIRES Chef du SER d'Ankara - Turquie Téléphone : +90.312.405.49.18 Courriel : daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr	
Monsieur Thierry BOREL Adjoint au Chef du SER d'Ankara - Conseiller financier Téléphone : +90.312.405.49.23 Courriel : thierry.borel@dgtresor.gouv.fr	Monsieur Antoine AUCUIT Attaché économique Téléphone : +90.212.982.02.85 Courriel : antoine.aucuit@dgtresor.gouv.fr
Monsieur Ahmet M. AYDOGDU Attaché financier Téléphone : +90.312.405.49.22 Courriel : ahmet.aydogdu@dgtresor.gouv.fr	Monsieur Nicolas BIC Attaché économique Téléphone : +90.312.405.49.20 Courriel : nicolas.bic@dgtresor.gouv.fr

Madame Elodie LAUGIER Déléguée du chef de service économique régional à Istanbul Téléphone : +90.212.982.02.81 Courriel : elodie.laugier@dgtresor.gouv.fr
Madame Burcu DEMIRDAG Attachée énergies & affaires industrielles Téléphone : +90.212.982.02.99 Courriel : burcu.demirdag@dgtresor.gouv.fr

Monsieur François VIEL Conseiller pour les affaires agricoles Téléphone : +90.312.405.49.27 Courriel : francois.viel@dgtresor.gouv.fr
Monsieur Bozkurt OZSEREZLI Attaché agricole Téléphone : +90.312.405.49.25 Courriel : bozkurt.ozserezli@dgtresor.gouv.fr

Monsieur Maxime JEBALI Conseiller en développement durable Téléphone : +90.312.405.49.30 Courriel : maxime.jebali@dgtresor.gouv.fr
Monsieur Berat DURMUS Attaché développement durable Téléphone : +90.312.405.49.29 Courriel : berat.durmus@dgtresor.gouv.fr

SE de Bakou

Monsieur Serge KREBS Chef du Service économique - Azerbaïdjan & Turkménistan Téléphone : +994.12.490.81.33 Courriel : serge.krebs@dgtresor.gouv.fr	
Monsieur Shahin HUSEYNLI Attaché agricole et développement durable Téléphone : +994.12.490.81.30 Courriel : shahin.huseynli@dgtresor.gouv.fr	Monsieur Théophile PASTRE Attaché économique Téléphone : +994.12.490.81.32 Courriel : theophile.pastre@dgtresor.gouv.fr

SE de Tbilissi

Madame Ioulia SAUTHIER Cheffe du Service économique - Géorgie Téléphone : +995.322.721.402 Courriel : ioulia.sauthier@dgtresor.gouv.fr
--

A noter que le SER d'Ankara partage ses locaux avec le Service Nucléaire Régional (SNR) de l'Ambassade, composé de M. Philippe PIERRARD, Conseiller nucléaire (philippe.pierrard@cea.fr) et Mme. Lélia ROUSSELET (lelia.rousselet@cea.fr).

CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE



Données générales :

Superficie : 779 452 km²

Population : 82 377 000 (2019)

Régime politique : Régime présidentiel

Parti au pouvoir : AKP

Président de la République : M. Recep Tayyip Erdoğan

Vice-président de la République: M. Fuat Oktay

Président du Parlement : M. Mustafa Şentop

Ministre du Trésor et des Finances : M. Berat Albayrak

Ministre du Commerce : Mme. Ruhsar Pekcan

Monnaie : livre turque (TRY)

Au 02/03/2020 :

1 USD = 6,2304 TRY

1 EUR = 6,9027 TRY




Taux d'inflation annuel : 12% (prévision FMI 2020)

Dette publique : 32,1% du PIB (T3 2019)

Importations : 203 Mds USD (2019)

Exportations : 171 Mds USD (2019)

CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN

 <p>GÉORGIE</p>	<p>Superficie : 69 700 km² Population : 3 723 500 (2019) Régime politique : République unitaire Parti au pouvoir : Parti du Rêve Président de la République : Mme. Salomé Zourabichvili Premier ministre : M. Giorgi Gakharia Ministre des Finances : M. Ivane Machavariani Ministre de l'Economie : M. Natela Turnava Monnaie : Lari (GEL) Au 02/03/2020 : 1 USD = 2,7835 GEL 1 EUR = 3,0858 GEL Taux d'inflation annuel : 3% (prévision FMI pour 2020) Dettes publiques : 43,4% du PIB (2018) Solde commercial : -5,3 Mds USD (2019)</p>
 <p>AZERBAÏDJAN</p>	<p>Superficie : 86 600 km² Population : 9 981 500 (2019) Régime politique : République présidentielle Parti au pouvoir : Parti du Nouvel Azerbaïdjan Président de la République : M. Ilham Aliyev Premier ministre : M. Ali Asadov Ministre des Finances : M. Samir Sharifov Monnaie : Manat azerbaïdjanais (AZN) Au 02/03/2020 : 1 USD = 1,7000 AZN 1 EUR = 1,8784 AZN Taux d'inflation annuel : 2,8% (prévision du FMI pour 2020) Dettes publiques : 47,8% du PIB (prévision du FMI pour 2020) Solde commercial : +8,3 Mds USD (prévision du FMI pour 2019)</p>
 <p>TURKMENISTAN</p>	<p>Superficie : 491 210 km² Population : 5 850 908 (2018) Régime politique : Présidentiel Parti au pouvoir : Parti démocratique du Turkménistan Président de la République : M. Gurbangouli Berdimoukhamedov Président du cabinet des Ministres : M. Gurbangouli Berdimoukhamedov Ministre des Finances et de l'Economie : M. Ezizgeldi Annamuhammedov Monnaie : Manat Turkmène (TMT) Au 02/03/2020 : 1 USD = 3,5000 TMT 1 EUR = 3,8588 TMT Taux d'inflation annuel : 6,3% (prévision du FMI pour 2019) Dettes publiques : 30,7% du PIB (prévision du FMI pour 2019) Solde commercial : +7,2 Mds USD (estimation du FMI pour 2019)</p>

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Ankara (adresser les demandes à ankara@dtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Service Économique Régional

Adresse : B.P. n° 1
Iran Caddesi, Karum Is Merkezi n°21, Asansör E,
n°444, Kat.6, Kavaklidere
Ankara 06680, TURQUIE

Directeur de la publication : Daniel Gallissaires.
Avec les contributions de : Thierry Borel, Berat Durmus, Daniel Gallissaires, Maxime Jebali, Razan Kanaan, Aliënor Lallemand, Elodie Laugier, Bozkurt Ozserezli, Théophile Pastré, François Viel et Nicolas Bic
 Version du 2 mars 2020.